

TABLE DE CONCERTATION DU TRAVAIL DE RANG DU QUÉBEC



PREMIER RAPPORT GLOBAL DU TRAVAIL DE RANG AU QUÉBEC - Édition 2025 -





Coordonnées des organismes en travail de rang

Travail de rang de l'Abitibi-Témiscamingue

le service de travail de rang est offert en Abitibi-Témiscamingue par 3 comandataires

Direction CPS* Témiscamingue

Anabelle Landry-Genesse

Directrice du CPS du Témiscamingue

Tél. : 819-622-7777

Courriel : Direction@cpstemis.org

Direction CPS* Amos

Mélanie Tremblay

Directrice du CPS d'Amos

Tél. : 819-732-5473

Courriel : direction@preventionsuicideamos.org

Direction CPS* Abitibi-Ouest

Christine Fournier

Directrice du CPS d'Abitibi-Ouest

Tél. : 819 339-3356

Courriel : info@cpsao.org

Coordonnées des organismes

Adresse : 71-A, rue des Oblats Nord, Ville-Marie J9V 1J2.

Site web : cpstemis.org/travailleur-de-rang/

Facebook : www.facebook.com/travailleursderangdelat

*CPS : Centre de prévention suicide

Au cœur des familles agricoles – ACFA

offre le service de travail de rang dans 10 régions administratives

Direction générale

Marie-Louise Lemire

Direction générale d'ACFA

Tél. : (450) 768-6995

Courriel : directiongenerale@acfareseaux.qc.ca

Coordonnées de l'organisme

Adresse : 600, rue Benoît

St-Hyacinthe QC J2S 1L6

Site web : acfareseaux.qc.ca

Facebook : [Au cœur des familles agricoles \(ACFA\)](https://www.facebook.com/Aucœurdesfamillesagricoles)

Écoute Agricole

offre le service de travail de rang dans les Laurentides, l'Outaouais, Laval et Montréal

Direction générale

Magali Noiseux-Laurin

Directrice générale d'Écoute Agricole

Tél. : 438-354-2476

Courriel : direction.eal@gmail.com

Coordonnées de l'organisme

Adresse : CP 5246, Succursale Saint-Benoît, Mirabel
QC J7N 3C1

Site web : ecouteagricole.com

Facebook : www.facebook.com/ecouteagricole/

Tik Tok : [@ecouteagricole](https://www.tiktok.com/@ecouteagricole)

Youtube : www.youtube.com/@ecouteagricole

Travail de rang de Lanaudière

le service de travail de rang est offert dans Lanaudière par l'UPA de Lanaudière

Directrice régionale de l'UPA de Lanaudière

Andréanne Aumont

Directrice régionale | Fédération de l'UPA de Lanaudière

Tél. : 450 753-7486 Poste 245

Courriel : aaumont@upa.qc.ca

Coordonnées de l'organisme

Adresse : 110, rue Beaudry Nord

Joliette, Québec, J6E 6A5

Site web : lanaudiere.upa.qc.ca/producteur/sante-securite-et-mieux-etre/sante-psychologique

⇒ Pour rejoindre directement les travailleuses de rang de votre région, [cliquez ici](#).



Table des matières

Faits saillants	3
1. Table de concertation du travail de rang du Québec.....	6
1.1. Une agriculture sous pression constante	6
1.2. La détresse psychologique, un grand défi dans le milieu agricole	7
1.3. Pourquoi se réunir maintenant ?.....	8
Objectifs du rapport	8
1.4. Portrait des organismes.....	9
Au Cœur des Familles Agricoles (ACFA)	9
Écoute Agricole	10
Abitibi-Témiscamingue	11
Lanaudière	12
2. Portrait global des interventions psychosociales	13
2.1. Portrait des personnes aidées (2024-2025).....	13
Profil démographique	14
Rôle dans l'entreprise agricole	14
2.2. Portrait consolidé des interventions.....	15
Types d'interventions.....	16
2.3. Déplacements et couverture du territoire	19
2.4. Motifs de consultation.....	20
2.5. L'importance du travail de rang dans la sécurité du filet social agricole.....	21
3. Activités de prévention, de sensibilisation, visibilité et engagement communautaire....	22
4. Le financement des services	24
5. Recommandations – Revendications structurantes.....	25
Conclusion	28
Annexe - Besoins en matière de travailleuses de rang (TR).....	29

Dans ce rapport, le terme « travailleuse de rang » est utilisé de manière générique et désigne l'ensemble des personnes exerçant cette fonction, sans égard au genre.



Faits saillants

Table de concertation du travail de rang du Québec

La Table de concertation du travail de rang du Québec réunis pour la première fois six acteurs clés :

- Au Cœur des Familles Agricoles (ACFA) organisme provincial déployé dans 10 régions administratives ;
- Écoute Agricole organisme qui couvre l'Outaouais–Laurentides–Laval–Montréal ;
- Le service de travail de rang de Lanaudière de la Fédération régionale de l'UPA ;
- Le service de travail de rang de l'Abitibi–Témiscamingue géré par trois comandataires, soit les Centres de prévention du suicide (CPS) du Témiscamingue, Amos et Abitibi-Ouest.

Une agriculture sous pression constante

- Effets des accords de libre-échange ;
- Changements climatiques ;
- Enjeux socio-politiques, comme les exigences réglementaires ;
- Pression sociale, les jugements et incompréhensions de la réalité agricole ;
- Industrialisation du secteur, défis pour la relève apparentée et non-apparentée ;
- Inflations des ressources : terres, intrants, taux d'intérêt, etc.

La détresse psychologique, un défi étudié dans le milieu agricole

- 73,5 % des agriculteurs québécois sont régulièrement stressés ;
- 50,9 % présentent un niveau élevé de détresse psychologique, comparé à 20,1 % des Québécois ;
- 19,9 % consultent à ce sujet ;
- 5,7 % ont pensé sérieusement à mettre fin à leurs jours, comparé à 3,9 % dans la population québécoise ;

Portrait global des interventions psychosociales

- 1600 personnes aidées en une année (2024-25), dont 900 nouvelles demandes
 - 50% des nouvelles demandes proviennent de références par un tiers
- 61 % sont des hommes et 39 % sont des femmes
- 50 à 60 % des personnes sont propriétaires et 20 à 30 % sont de la famille
- 8410 interventions et contacts réalisées en une année (2024-25)
 - 6450 des interventions réalisées étaient en individuel
 - 218 en groupe ou familiale
 - 107 de couple
 - 1635 étaient des contacts et suivis
- Plusieurs types d'interventions sont réalisées :

60–70 % : Interventions psychosociales	20–25 % : Interventions ponctuelles
30–40 % : Suivis tél., textos, courriels	20–40 % : Visites sur les fermes



- 380 000 km a été parcourus à travers tout le Québec pour faire des interventions, de la sensibilisation et de la prévention.
 - 252 000 \$, soit la 2^e dépense la plus importante après les salaires
- Principaux motifs de consultation :
 - Conflits familiaux / intergénérationnels
 - Stress, anxiété, surcharge de travail
 - Remise en question professionnelle
 - Problèmes de communication
 - Événements dramatiques (incendies, décès, suicides, accidents)
 - Épuisement professionnel
 - Transition / relève / retraite
 - Défis financiers
 - Problèmes de santé physique

Activités de prévention, sensibilisation, visibilité et engagement communautaire

- Présence sur le terrain
- Sensibilisation numérique
- Actions éducatives
- Projets en liens avec les priorités gouvernementales
- Partenariats agricoles
- Engagement communautaire
- Visibilité médiatique
- Auto-financement et donations

Recommandations – Revendications structurantes

1. **Reconnaître officiellement les besoins des familles agricoles et le rôle essentiel du travail de rang.**
 - Nous demandons un engagement clair à mieux connaître, reconnaître et défendre le travail de rang, un modèle unique au Québec.
 - Nous invitons également le gouvernement du Québec à nous rencontrer.
2. **Reconnaître les particularités territoriales et le rôle structurant des organismes régionaux.**
 - Nous demandons de soutenir le modèle québécois et communautaire en travail de rang et de le prendre en considération lors de nouvelles et prochaines initiatives pancanadiennes ou Québécoises en santé mentale agricole.
 - Nous demandons de reconnaître l'unicité de chaque région du Québec et les quatre services de travail de rang afin d'assurer leur pérennité.
3. **Assurer un financement récurrent à la mission et à la hauteur des besoins.**
 - Nous demandons un engagement financier stable, pluriannuel et pérenne pour nos missions, et ce, dès 2026.
 - Pour répondre aux réels besoins, nous avons besoin de 36 travailleurs de rang et d'un financement de 3,24 millions de dollars par année.
 - Pour assurer une couverture minimale avec nos 23 travailleurs de rang, nous demandons un investissement immédiat d'environ 2,07 millions de dollars par année est impératif.



1. Table de concertation du travail de rang du Québec

La détresse psychologique est un enjeu grandissant dans le milieu agricole et qui a été étudié, autant au Québec qu'au niveau canadien. Il y a vingt ans, le travail de rang a été développé à St-Hyacinthe pour répondre spécifiquement à ce besoin criant ; les producteurs agricoles sont isolés, surchargés et ne vont pas vers les services traditionnels qui sont inadaptés et comprennent mal leur réalité. Puisque le travail de rang a fait ses preuves, peu à peu, chacune des régions du Québec a développé ce service innovateur et adapté au milieu agricole. Dans chacune des régions du Québec, différents organismes ont été précurseurs pour répondre aux besoins psychosociaux des communautés agricoles. Aujourd'hui, tous ces organismes se rassemblent autour de la Table de concertation afin de mettre en commun leurs observations, leurs enjeux, leurs données, leurs expertises et avancer ensemble pour offrir des services toujours plus professionnels et utiles pour les agriculteurs et agricultrices du Québec.

C'est dans cette perspective qu'a été créée la Table de concertation du travail de rang du Québec, réunissant pour la première fois six acteurs clés :

- Au Cœur des Familles Agricoles (ACFA), organisme provincial déployé dans 10 régions administratives ;
- Écoute Agricole, organisme couvrant l'Outaouais–Laurentides–Laval–Montréal ;
- Le service de travail de rang de Lanaudière de la Fédération régionale de l'UPA ;
- Le service de travail de rang de l'Abitibi–Témiscamingue géré par trois commanditaires, soit les Centres de prévention du suicide (CPS) du Témiscamingue, Amos et Abitibi-Ouest.

1.1. Une agriculture sous pression constante

L'agriculture constitue un pilier social, économique, patrimonial et identitaire du Québec. Pourtant, ce secteur névralgique se trouve aujourd'hui au croisement de pressions multiples :

- Les changements climatiques, qui se traduisent par des pertes de récoltes, des événements extrêmes et une incertitude constante ;
- Les enjeux socio-politiques, tels que les exigences réglementaires, les fluctuations de marché, les accords de libre-échange et la pression administrative croissante ;
- La pression sociale, qui touche particulièrement les agriculteurs, les attentes du public, les jugements et incompréhensions de la réalité agricole ;
- L'industrialisation du secteur, les défis pour la relève apparentée et non-apparentée ;
- L'inflation des ressources : terres, intrants, taux d'intérêt, etc. ;
- L'accès difficile et incertain à de la main d'œuvre.

Cette convergence de facteurs crée un environnement où la pression est permanente, où les enjeux sont de plus en plus lourds, et où la passion, moteur historique de la vocation agricole, s'effrite dangereusement.



1.2. La détresse psychologique, un grand défi dans le milieu agricole

Ces pressions de plus en plus grandes en agriculture ont un impact cumulatif et majeur sur la résilience et la santé mentale des producteurs agricoles. C'est pour répondre à un besoin criant et bien étudié que le travail de rang a été développé dans les différentes régions du Québec.

En 2006, Lafleur et Allard¹ ont fait ressortir dans leur étude des statistiques plus que préoccupantes sur les agriculteurs québécois :

- 73,5 % sont régulièrement stressés
- 50,9 % présentent un niveau élevé de détresse psychologique, comparé à 20,1 % des Québécois
- Uniquement 19,9 % consultent à ce sujet
- 5,7 % ont pensé sérieusement à mettre fin à leurs jours, comparé à 3,9 % dans la population québécoise

L'étude de Jones-Bitton², réalisée en 2015-16 sur les agriculteurs canadiens, présente des résultats aussi alarmants. Ceux-ci ont des scores plus élevés sur les éléments négatifs de la santé mentale (stress, anxiété, dépression) que les populations de comparaison :

- 45 % ont un haut niveau de stress
- 57 % et 33 % classés respectivement comme cas possibles et probables d'anxiété
- 34 % et 15 % classés respectivement comme cas possibles et probables de dépression

« L'état de santé mentale chez les agriculteurs canadiens constitue à l'heure actuelle une menace grave tant pour le bien-être de cette communauté que pour la santé et la durabilité globales du secteur agricole au Canada. [...] S'il est impossible d'éliminer complètement les pressions que subissent les agriculteurs, nous pouvons en revanche concevoir et offrir des programmes fondés sur des données probantes pour leur apporter de l'aide en cas de besoin et les aider à renforcer leur résilience afin qu'ils puissent mieux s'en sortir en dépit de ces tensions. Les programmes conçus pour la population générale ne donneront pas de résultat dans le contexte agricole, l'agriculture étant une culture unique ayant des défis particuliers en matière d'acceptation et d'accès aux services. » Andria Jones-Bitton³

¹ Lafleur G. et Allard M.-A. (2006). Enquête sur la santé psychologique des producteurs agricoles du Québec : <https://crise.ca/wp-content/uploads/2019/11/lafleur-rapport-coop-2006.pdf>

² Jones-Bitton, A., Best, C., MacTavish, J., Fleming, S. et Hoy, S. (2020). Stress, anxiety, depression, and resilience in Canadian farmers. *Social Psychiatry and Psychiatric Epidemiology*, 55, 229-236 : <https://link.springer.com/article/10.1007/s00127-019-01738-2>

³ Mémoire au Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire : Renforcer le secteur agricole du Canada – Un réseau canadien pour la santé mentale des agriculteurs. Andria Jones-Bitton. Université de Guelph : [LIEN](#)



C'est pour toutes ces raisons que le travail de rang a été développé ; pour être un service psychosocial adapté aux défis et à la réalité du milieu agricole. Modèle unique au Canada, les productrices et producteurs du Québec ont la chance d'avoir accès à ce service gratuitement, sur leur ferme, et de manière confidentielle pour les soutenir dans leurs nombreux défis. C'est pourquoi il faut le pérenniser.

1.3. Pourquoi se réunir maintenant ?

Parce que les défis dépassent désormais les frontières régionales. Partout, les intervenants du milieu observent :

- Une montée de la détresse psychologique,
- Une fragilisation de la relève,
- Une augmentation des conflits familiaux,
- Une surcharge généralisée,
- Une perte de sens et de motivation,
- Des cédants fragilisés,
- Des transferts compliqués,
- Et une difficulté à maintenir la continuité des fermes.

Les organismes de travail de rang, à la fois enracinés dans leur communauté et spécialisés dans l'intervention psychosociale agricole, sont en première ligne pour constater l'évolution de la situation.

Face à ces constats, la Table de concertation s'est dotée d'une double ambition :

1. Brosse un premier portrait global, consolidé et chiffré du travail de rang au Québec.
2. Former un levier collectif de sensibilisation, d'influence et de revendication, afin de défendre un milieu qui constitue la base même de notre autonomie alimentaire et de la vitalité rurale québécoise.

Objectifs du rapport

Ce rapport vise à présenter une synthèse complète, construite à partir des données des quatre services de travail de rang, afin de :

- Comprendre la réalité du travail de rang au Québec ;
- Démontrer l'ampleur des besoins ;
- Exposer le portrait des interventions réalisées et des personnes soutenues ;
- Mettre en lumière l'impact concret du travail de rang et des activités de prévention ;
- Outiller la Table de concertation du travail de rang du Québec.

Il s'agit d'un document professionnel, démonstratif et revendicatif, qui place la santé et le bien-être de la communauté agricole au cœur de la réflexion.



1.4. Portrait des organismes

Au Cœur des Familles Agricoles (ACFA)

Au Cœur des Familles Agricoles (ACFA) est un organisme à but non lucratif fondé officiellement en 2003, dont les origines remontent au début des années 2000 en Montérégie. À cette époque, Maria Labrecque-Duchesneau, intervenante psychosociale issue du milieu agricole, observe une détresse humaine croissante chez les producteurs et productrices. Les pressions économiques, les responsabilités familiales, les défis liés à la relève et les périodes charnières comme les transferts de ferme révèlent alors un besoin urgent d'accompagnement psychosocial adapté à la réalité agricole. Une première initiative voit le jour en 2001, menant à la création officielle d'ACFA en 2003, avec une mission claire : soutenir le mieux-être des familles agricoles.

Entre 2009 et 2014, ACFA pilote le projet « Le travailleur de rang : une plus-value pour une qualité de vie en milieu rural agricole » dans le cadre des Laboratoires ruraux. Ce projet permet d'évaluer un modèle novateur d'intervention psychosociale de proximité, directement dans les fermes et les communautés rurales. Les résultats confirment la pertinence de cette approche préventive, humaine et ancrée dans le quotidien agricole. Les travaux du comité aviseur mettent notamment en lumière l'importance de préserver l'approche terrain, d'assurer la pérennité du rôle de travailleur de rang, de développer des partenariats structurants, de consolider le financement et de favoriser le transfert de connaissances afin de déployer ce modèle dans d'autres régions.

En 2013, ACFA bonifie son offre de services avec l'ouverture de la Maison ACFA, un service de répit avec hébergement permettant aux agriculteurs et agricultrices de se reposer, de prendre du recul et de recevoir du soutien dans un environnement sécurisant. D'autres projets pilotes, notamment en Chaudière-Appalaches et en Mauricie, viennent ensuite confirmer la pertinence d'un réseau provincial structuré de travailleurs et travailleuses de rang.

Aujourd'hui, ACFA est reconnu comme un pionnier et un leader en santé psychologique agricole au Québec. L'organisme compte une vingtaine d'employés, dont une quinzaine d'intervenantes diplômées en travail social ou en intervention psychosociale, et dessert dix régions administratives. Son équipe offre des services psychosociaux de première ligne, agit en prévention et en intervention précoce, forme les partenaires du milieu agricole et maintient une présence essentielle sur le terrain auprès des familles, des entreprises et des communautés rurales. Soutenue par un financement récurrent du ministère de la Santé et des Services sociaux depuis 2020, ACFA poursuit sa mission avec rigueur, humanité et

engagement, contribuant activement à la résilience et au mieux-être des familles agricoles du Québec.





Écoute Agricole

À la suite des consultations pour le PDZA de la Ville de Mirabel en 2013, dans les Laurentides, un constat émerge : l'agriculture est dynamique, mais la détresse psychologique est grandissante en agriculture. Le besoin de développer un service de soutien psychosocial ressort et les démarches commencent. Écoute Agricole est fondé le 24 mars 2015 par des agriculteurs et des intervenants qui ont à cœur d'offrir un service de soutien psychosocial de proximité à la communauté agricole des Laurentides. C'est à l'automne 2015 qu'une première travailleuse de rang est embauchée. En 2020, un deuxième poste est ajouté dans les Laurentides, car les demandes augmentent.

En 2019, des événements secouent la communauté agricole de l'Outaouais. On prend conscience que la détresse psychologique, ce ne sont pas seulement des statistiques dans un rapport. Grâce au soutien de la communauté, de l'UPA, de partenaires financiers et des préfets de l'Outaouais, Écoute Agricole, déjà présent en Outaouais de manière ponctuelle, obtient le financement pour procéder à l'embauche de deux travailleuses de rang dans cette région.

En 2024, un projet pilote démarre à Laval et l'organisme travaille également à offrir le service officiellement à Montréal. Depuis ses débuts, Écoute Agricole a fait plus de **5100 interventions** et a aidé près de **600 personnes**. L'organisme couvre le territoire de la Fédération de l'UPA Outaouais-Laurentides et collabore souvent avec leur équipe pour des projets de sensibilisation.

Au fil des années, Écoute Agricole a pu compter sur de nombreux bailleurs de fonds qui financent en partie sa mission, mais surtout des projets ponctuels. Depuis 2018, une soirée-bénéfice est organisée et permet maintenant de récolter plus de 100 000\$ par année. Mais toutes ces sources de financement ne sont pas suffisantes. En 2022-23 et 2023-24, l'organisme a reçu un montant conséquent de la part du ministère de la Santé pour sa mission, mais le montant n'a pas été reconduit en 2024-25. Il est plus qu'urgent, pour la pérennité du service dans ces régions, qu'Écoute Agricole obtienne du financement récurrent.

Alors qu'il n'y avait qu'une seule employée en 2015, l'équipe d'Écoute Agricole compte maintenant 8 professionnels qui soutiennent les producteurs et productrices aux quatre coins de ces régions et mettent en œuvre des projets ambitieux chaque année !





Abitibi-Témiscamingue

En Abitibi-Témiscamingue, un territoire immense de 57 000 km² et 583 fermes, les distances, l'isolement géographique et la dispersion des producteurs accentuent les obstacles d'accès aux services psychosociaux. Préoccupé par le bien-être des travailleurs agricoles du Témiscamingue, c'est en 2019 que le Centre de prévention du suicide du Témiscamingue (CPST) ainsi que son comité de suivi ont pu procéder à l'embauche de leur première travailleuse de rang. Le projet pilote était d'une durée de 2 ans et profitait de sommes non récurrentes du fond communautaire Bell cause pour la cause, de la MRC de Témiscamingue (MRCT), de Desjardins, de la fédération de l'UPA de l'Abitibi-Témiscamingue, de Centraide, des députés d'Abitibi-Ouest et de Rouyn-Noranda Témiscamingue ainsi que du Centre de prévention du suicide du Témiscamingue.

En 2019-2020, le projet comptait une seule travailleuse de rang, qui a effectué environ 215 interventions. En 2020-2021, la même travailleuse de rang a effectué en une seule année un total de 400 interventions, dont plusieurs dans quatre autres MRC de l'Abitibi-Témiscamingue. Il a fallu attendre en 2021-22 pour procéder à l'embauche d'une seconde ressource, à l'aide d'un financement non-récurrent et la participation de plusieurs partenaires financiers.

En 2025, le service est géré par trois organismes comandataires et dispensé dans les 5 MRC de la région par un total de 4 travailleuses de rang (la plupart à temps partiel) dynamiques. Elles sont à la fois sur le terrain pour les situations de crises, le soutien et l'intervention psychosociale de tout type et font également plusieurs actions en promotion prévention et sensibilisation. Toutefois, le financement s'arrêtera au 1er avril 2026, ce qui est très inquiétant pour cette région.





Lanaudière

Dans les années 2010, dans le cadre de la route agricole initiée par le Centre de prévention du suicide de Lanaudière, un besoin en matière de santé psychologique s'est grandement manifesté. Malgré l'objectif de soutenir, d'informer et d'outiller les producteurs agricoles avec la création de la Table de concertation régionale sur la santé psychologique des familles agricoles lanaudoises (2009 à 2020), la détresse psychologique demeure grandissante. Le besoin d'offrir un service d'intervention individuelle pour un soutien psychosocial personnalisé devient essentiel.

C'est en 2020 que la Fédération de l'UPA Lanaudière (FUPAL) a pu démarrer le service de travail de rang, grâce à la participation financière de la Table des préfets de Lanaudière et de Desjardins. Ainsi, de février 2020 à décembre 2024, le service de travail de rang de Lanaudière a démontré toute son utilité avec plus de 1 200 interventions réalisées, et ce, avec les services d'une seule travailleuse de rang qui fait partie de l'équipe de la FUPAL.

Depuis 2020, la fédération a pu compter sur plusieurs bailleurs de fonds qui apportent un financement ponctuel. Depuis 2024, la FUPAL réalise une campagne de financement au profit du service de travail de rang pour recueillir davantage de fonds. La collection nommée Bien-être propose des chandails avec une image agricole et qui rappelle l'importance d'aller chercher de l'aide lorsque c'est nécessaire.

Malgré tout, le service ne reçoit pas de financement récurrent et suffisant. Les besoins démontrent qu'il faudrait 2 travailleuses de rang sur le territoire qui compte près de 1600 fermes pour répondre pleinement aux besoins et faire plus d'activité de prévention et de sensibilisation.





2. Portrait global des interventions psychosociales

Cette section présente une vue d'ensemble des personnes aidées et des interventions psychosociales réalisées par les services de travail de rang à travers le Québec. Intervenir est leur mission principale et est soutenue par des actions en prévention et de sensibilisation, dont le résumé est présenté à la section suivante.

La présente section brosse un portrait complet des personnes accompagnées : nombre de personnes aidées, répartition selon l'âge et le genre, rôle dans l'entreprise agricole, types de production représentées ainsi que les tendances communes observées d'un organisme à l'autre.

En regroupant ces données, nous obtenons une image représentative de la population agricole qui sollicite (ou reçoit) le soutien des travailleuses de rang, tout en mettant en lumière les réalités humaines derrière les chiffres.

2.1. Portrait des personnes aidées (2024-2025)

En 2024-2025, les travailleuses de rang ont soutenu **un total de plus de 1600 personnes différentes**, comprenant environ **900 nouvelles demandes**. C'est environ 56 % des personnes aidées qui sont de nouvelles demandes, dont la moitié sont référées par un tiers. Le service de travail de rang se démarque d'ailleurs par cet aspect ; nous prenons en compte les références des proches et du réseau autour de l'agriculteur. C'est une manière de rejoindre les agriculteurs qui n'auraient peut-être pas contacté nos services et ainsi d'agir de manière proactive.



1 600 personnes aidées
900 nouvelles demandes
• **50%** sont des références



Profil démographique

Le profil démographique des personnes accompagnées par les services de travail de rang offre un éclairage essentiel sur les réalités humaines derrière les interventions. En mettant en parallèle les clientèles rencontrées et les tendances provinciales en agriculture, on constate que les utilisateurs de services sont majoritairement en période d'activité agricole maximale, responsables de l'exploitation familiale, avec une très grande charge de travail.

Indicateurs	Résultats consolidés
Genre	61 % hommes – 39 % femmes
Âge moyen	40 à 45 ans
Groupes d'âge principaux	36–55 ans (45-50 %), 35 ans et moins (27-30 %)

Autres indicateurs :

- Selon Statistique Canada (Recensement de l'agriculture 2021), l'âge moyen des exploitants agricoles du Québec était de 54 ans et la proportion d'exploitants âgés de 55 ans et plus s'élevait à 53 %.
- Concernant la relève agricole au Québec, l'âge moyen des jeunes agriculteurs établis était de 33,2 ans en 2021.

Ces données permettent ainsi de situer les agriculteurs accompagnés dans le contexte plus large du secteur agricole québécois, notamment en ce qui concerne l'âge moyen élevé des exploitants et les dynamiques de relève et de transfert d'entreprise.

Rôle dans l'entreprise agricole

Comprendre le rôle des personnes qui sollicitent le service de travail de rang permet de mieux saisir l'ampleur de l'impact psychosocial observé dans les entreprises agricoles. Les données montrent que les individus qui demandent de l'aide occupent majoritairement des positions clés au sein de la ferme : ce sont eux qui gèrent les opérations quotidiennes, prennent les décisions stratégiques et assument la majorité des responsabilités financières et familiales. Le tableau suivant illustre la répartition des rôles occupés par les clientèles accompagnées.

Rôles	Proportions consolidées
Propriétaires / co-propriétaires	50–60 %
Membres de la famille	20–30 %
Relève agricole	10–20 %
Retraités ou retraités partiels	5–10 %
Intervenants du milieu agricole	2-3 %

Le travail de rang soutient principalement les personnes qui prennent les décisions, portent les risques financiers et assument la survie et le développement de l'entreprise.



2.2. Portrait consolidé des interventions

La compréhension des interventions réalisées par les services de travail de rang repose d'abord sur une distinction essentielle entre les différents types de démarches entreprises auprès des producteurs et de leurs familles. Le contact constitue la première étape : il s'agit d'une prise de communication, par téléphone, texto, courriel ou référence, qui ne mène pas toujours à une intervention formelle, mais qui joue un rôle majeur en matière de prévention, de repérage et de sensibilisation. Tous les échanges sont strictement confidentiels.

L'intervention, quant à elle, débute lorsque la personne accepte de recevoir un accompagnement. Un dossier est alors ouvert, et la travailleuse de rang entreprend des actions ciblées pour soutenir la personne dans sa situation. Toute nouvelle demande qui mène à l'ouverture d'un dossier au cours de l'année est comptabilisée comme une nouvelle intervention.

Enfin, le suivi se déploie sur plusieurs semaines, mois, voire années. Ces suivis permettent un accompagnement continu, adapté à l'évolution de la situation, aux besoins de la personne aidée et au jugement clinique de la ressource. Cette dynamique d'accompagnement à long terme constitue l'une des forces du travail de rang, car elle permet de soutenir les familles agricoles à travers des enjeux complexes, récurrents ou changeants. Les contacts entre les personnes aidées et les travailleuses de rang sont très variés ; en plus des interventions où les intervenants se déplacent, ils font des suivis téléphoniques, de la prise et des déplacements de rendez-vous, des suivis ponctuels par texto, ainsi que des interventions à distance. Ils s'adaptent concrètement à la réalité agricole et aux besoins de chaque personne.

Types d'interventions, contacts et suivis réalisés en 2024-2025 :

Type	Interventions et contacts réalisés
Individuel	6450
Couple	107
Groupe/familliale	218
Contact/suivi	1635
Total	8410

Plus de 8 400 interventions, prise de contact et suivis réalisés en une seule année. Ce qui exclue les activités communautaires (AGA, comités, formations).



Types d'interventions

Les interventions réalisées par les travailleuses de rang prennent plusieurs formes, qui se complètent et se chevauchent selon les besoins des familles agricoles. Il est important de préciser qu'une même personne peut recevoir du soutien via plusieurs types d'intervention au cours de son accompagnement ; par exemple, une entrevue psychosociale peut être suivie d'une intervention ponctuelle, d'une visite à la ferme, de suivis par textos, puis de plusieurs suivis téléphoniques.

Ainsi, les pourcentages présentés ne sont pas exclusifs et peuvent dépasser 100 %, puisqu'ils reflètent la fréquence relative de chaque type d'intervention, et non la répartition par dossier. Cette logique permet de mieux représenter la réalité du terrain, où l'accompagnement est multidimensionnel, évolutif et ajusté en continu selon la situation vécue par le producteur ou la productrice.

Les interventions réalisées par les travailleuses de rang se déclinent en plusieurs formes complémentaires, chacune jouant un rôle spécifique dans l'accompagnement des familles agricoles.

Types d'interventions psychosociales	Proportions consolidées
Interventions approfondies	60–70 %
Interventions ponctuelles	20–25 %
Suivis téléphoniques / textos / courriels	30–40 %
Interventions sur les fermes	20–40 %

1) Entrevues approfondies – 60 à 70 % des interventions

Les entrevues psychosociales sont des rencontres approfondies, individuelles, de couple ou familiales, parfois de groupe. Ces entrevues constituent le cœur du travail clinique.

Elles permettent :

- D'explorer la situation vécue,
- D'évaluer les risques et les besoins,
- De référer vers des ressources spécialisées au besoin,
- D'offrir un espace de parole confidentiel,
- De soutenir la personne dans ses décisions et ses démarches,
- De planifier un accompagnement et un plan d'action,
- De référer vers des ressources spécialisées au besoin.



2) Interventions ponctuelles - 20 à 25 %

Les interventions ponctuelles surviennent lors :

- D'un événement soudain (accident agricole, incendie de ferme, décès, crise familiale),
- D'une surcharge aiguë,
- Ou d'une situation nécessitant une action rapide.

Elles demandent une action rapide et essentielle pour stabiliser la personne dans l'immédiat et éviter que la détresse ne s'aggrave.

Il est important de préciser que le travail de rang n'est pas un service d'intervention d'urgence, et qu'en cas de danger immédiat pour la vie, la procédure recommandée demeure de composer le 911.

Toutefois, dans certaines situations de crise psychosociale, les travailleuses de rang jouent un rôle central dans le filet de sécurité du producteur. Ils peuvent :

- Offrir un premier soutien humain,
- Évaluer la situation psychosociale,
- Évaluer le risque suicidaire et/ou le risque homicidaire,
- Identifier les besoins prioritaires et rappeler à la personne de s'occuper de ses besoins primaires (ex : manger, dormir, se laver),
- Assurer la liaison avec les ressources en santé ou communautaires (CLSC, GMF, équipes spécialisées, prévention suicide, organismes d'aide),
- Guider la personne à travers ses démarches,
- Et maintenir un suivi après la mise en place des services nécessaires.

Dans certains cas, les travailleuses de rang interviennent également en postvention, c'est-à-dire après un suicide, pour accompagner l'entourage, les proches, la communauté agricole ou une équipe de travail. Leur présence permet alors de réduire les risques de détresse secondaire, de favoriser la mobilisation du réseau d'aide et d'assurer une continuité dans le soutien.



3) Suivis téléphoniques, textos ou courriels – 30 à 40 %

Ces suivis téléphoniques, par textos ou par courriels assurent une continuité entre les rencontres. Ils servent à :

- Faire des prises de contact,
- Prendre des nouvelles,
- Ajuster les rendez-vous,
- Offrir un soutien ponctuel,
- Accompagner la personne dans ses démarches.

Ces contacts sont particulièrement utiles pour les producteurs qui manquent de temps, qui sont en période de pointe ou qui vivent loin des centres de services.

4) Interventions sur les fermes – 20 à 40 %

Les rencontres dans le milieu de vie représentent l'essence même du travail de rang. Elles incarnent la philosophie de proximité qui distingue ce modèle d'intervention des services traditionnels. Rencontrer un producteur ou une productrice directement sur sa ferme permet de créer un climat de confiance unique : les personnes accompagnées se sentent reconnues, en sécurité et respectées dans leur environnement quotidien.

Ces interventions sont particulièrement précieuses, car elles permettent :

- D'aller vers les personnes qui demandent rarement ou difficilement de l'aide,
- D'observer directement l'environnement humain, familial et de travail,
- De repérer des enjeux ou facteurs de risque souvent invisibles autrement,
- D'intervenir dans un cadre non médicalisé, familial et déstigmatisant,
- De soutenir des producteurs isolés, surmenés ou incapables de se déplacer.

Dans plusieurs régions rurales ou éloignées, ces déplacements constituent une façon réaliste et efficace d'entrer en contact avec les familles agricoles, notamment en période de pointe ou lorsqu'un producteur traverse une situation critique.

Toutefois, ce type d'intervention exige un investissement important :

- Des distances parfois très longues à parcourir,
- Des frais de déplacement significatifs,
- Des réalités logistiques très différentes d'une région à l'autre selon la densité agricole,
- Un temps d'intervention plus long par personne en raison des déplacements.

Malgré ces défis, les interventions à la ferme demeurent l'un des services les plus appréciés par la communauté agricole, car elles témoignent d'une compréhension profonde du milieu et d'un engagement authentique envers les réalités vécues par les familles.



2.3. Déplacements et couverture du territoire

Les déplacements constituent l'un des volets les plus exigeants du travail de rang et une composante incontournable de l'intervention de proximité. Pour rejoindre les productrices et producteurs directement dans leur milieu de vie, les travailleuses de rang parcourent chaque année des milliers de kilomètres, souvent sur des routes rurales, isolées ou éloignées des centres de services. Cette réalité représente non seulement un investissement humain considérable, mais aussi un frais financier important, qui varie grandement d'une région à l'autre selon la densité agricole, la géographie et l'étendue du territoire. Certaines régions, comme l'Abitibi-Témiscamingue, couvrent des superficies immenses, tandis que d'autres bénéficient d'une plus grande concentration d'entreprises agricoles. Quoi qu'il en soit, le travail de rang repose en grande partie sur cette capacité d'aller vers les familles, peu importe la distance, afin d'assurer un service accessible, humain et adapté.

En 2024-2025, les équipes de travail de rang ont parcouru **un total de 380 000 km** à travers tout le Québec pour faire des interventions, de la sensibilisation et de la prévention. Ce chiffre impressionnant représente **un budget de 252 000 \$** pour les organismes à but non lucratif, soit la 2^e dépense la plus importante après les salaires.

Nos travailleurs de rang se déplacent sur les fermes afin de faciliter l'accès au service d'aide.

380 000

km parcourus par les travailleurs de rang pour faire des interventions, des visites de courtoisies et de la représentation.



252 000\$

Frais de déplacements consolidés



2.4. Motifs de consultation

Les motifs de consultation recensés par les organismes de travail de rang révèlent une constance à travers les régions du Québec. Malgré des réalités territoriales différentes, les familles agricoles sollicitent le travail de rang pour des problématiques humaines, familiales et professionnelles qui s'entrecroisent et s'amplifient mutuellement. Ces motifs témoignent de la complexité du milieu agricole, où les enjeux personnels, financiers, relationnels et structurels s'influencent directement et sont tous en lien avec la ferme.

Les données consolidées permettent ainsi de brosser un portrait clair des principales sources de détresse rencontrées par les producteurs et productrices, tout en illustrant les facteurs récurrents qui fragilisent le bien-être des producteurs agricoles. Les éléments présentés ci-dessous mettent en lumière les tendances dominantes observées dans l'ensemble des interventions réalisées.

Principaux motifs de consultation :

- Conflits familiaux / intergénérationnels en lien avec la ferme
- Stress, anxiété, surcharge de travail
- Problèmes de communication (couple, associés)
- Épuisement professionnel
- Défis financiers et contexte agricole défavorable
- Remise en question professionnelle
- Transition / relève / retraite
- Événements dramatiques (incendies, décès, suicides, accidents)
- Problèmes de santé physique



2.5. L'importance du travail de rang dans la sécurité du filet social agricole

Le travail de rang occupe aujourd'hui une place centrale dans le filet social agricole québécois, car il répond directement aux déterminants sociaux de la santé propres au milieu rural : isolement, stress financier, charge de travail, précarité, conditions climatiques extrêmes, transmission intergénérationnelle, pression foncière, accès limité aux services, et parfois une culture de résilience silencieuse qui freine la demande d'aide. En se déplaçant dans les fermes, les travailleuses de rang réduisent concrètement les obstacles géographiques, culturels et organisationnels qui empêchent les producteurs d'accéder à des services traditionnels. Leur présence régulière permet un dépistage précoce, une intervention rapide au besoin, une prévention des ruptures familiales et entrepreneuriales et un renforcement du capital social, un déterminant majeur de la santé et de la résilience en milieu agricole.

En agissant à la jonction de la santé, de la famille, du social, de l'économique et du communautaire, le travail de rang s'inscrit comme un service essentiel, sans lequel une partie des populations rurales demeurerait invisible aux systèmes de santé et de services sociaux traditionnels. Pour ces raisons, le maintien et la stabilisation du financement de ces initiatives ne relèvent pas seulement de la mission agricole, mais d'un enjeu global de santé publique, de sécurité alimentaire et de développement régional durable.



3. Activités de prévention, de sensibilisation, de visibilité et engagement communautaire

Les six organismes démontrent une mobilisation exceptionnelle pour rejoindre et soutenir la communauté agricole. Leurs actions dépassent largement les cadres de l'intervention psychosociale : ils occupent le terrain dans les événements agricoles, mènent des campagnes numériques créatives, offrent des conférences et ateliers, travaillent avec les partenaires régionaux et participent aux tables sectorielles en santé mentale ou en agriculture. Ensemble, ils forment un réseau cohérent de prévention, de visibilité publique et d'engagement communautaire, capable de rejoindre des milliers de producteurs et productrices chaque année, malgré des contextes financiers et territoriaux très différents. Cette force collective permet non seulement de briser l'isolement, mais aussi de réduire la stigmatisation et les tabous liés à la santé mentale en agriculture, de normaliser la demande d'aide et de renforcer le tissu communautaire rural.

Catégorie	Liste consolidée et non exhaustive d'activités réalisées par les 6 organismes en travail de rang	Impact global
Présence terrain	• Kiosques dans les foires, expositions, encans, événements UPA, MAPAQ • Présence dans les entreprises agricoles • Rencontres directes avec les producteurs et les relèves • Tournée des fermes - visites de courtoisies • Envois postaux sur les fermes	• Haute proximité avec les familles agricoles • Augmentation des demandes d'aide grâce au lien de confiance développé • Rappel que les services sont là !
Actions éducatives	• Conférences, panels, ateliers • Séances dans les écoles agricoles • Formations sur la communication, le stress, la relève, la charge mentale, la conciliation travail/famille etc. • Promotion de la formation Sentinelle • Outils bilingues	• Prévention structurée • Meilleure compréhension des déterminants sociaux • Outiller concrètement les producteurs, intervenants et la relève
Sensibilisation numérique	• Capsules vidéo, vox-pop, balados • Campagnes saisonnières (stress, surcharge, isolement) • Prévention sur les réseaux sociaux • Visibilité accrue via Écoute Agricole	• Portée massive • Rejoint les jeunes et les fermes isolées • Prévention des facteurs de risque
Visibilité médiatique	• Reportages radio/TV • Articles dans médias agricoles (La Terre, Le Bulletin) • Médias provinciaux, régionaux et locaux	• Reconnaissance publique • Renforcement du rôle des TR • Sensibilisation de la population en générale



Engagement communautaire	• Cafés-rencontres, marches, activités locales, soirées-agricoles • Participation aux événements régionaux • Implication aux consultations pour PDZA • Collaboration avec d'autres organismes communautaires • Implication dans les comités régionaux rassemblant des organismes communautaires, le réseau de la santé	• Ancrage communautaire • Collaboration et partage d'expertise entre organisations
Projets en lien avec les priorités gouvernementales	• Prévention du suicide • Promotion positive de la santé mentale • Santé et Bien-être des hommes • Condition féminine	Réduction de la stigmatisation, prévention et proactivité directement dans les milieux de vie et au sein des entreprises
Partenariats agricoles	• UPA, clubs-conseils, MAPAQ, écoles agricoles, Agriconseils, Tables bioalimentaires, spécialistes • Protocoles, guides de prévention, projets concertés • Soutien aux familles en transition ou en crise	• Interventions mieux coordonnées • Synergie inter-organismes
Auto-financement et donations	• Soupers-bénéfice, campagnes caritatives • Initiatives de financement de la part de groupes ou individus • Implication de nombreux bénévoles issus du milieu agricole	• Soutien important des partenaires, de la communauté agricole et des citoyens • Promotion du bien-être dans des contextes informels

Chaque organisme a développé une expertise et des approches très diversifiées pour rejoindre la communauté agricole via les regroupements, dans les événements et directement sur les fermes. Chacune de ces actions et chacun des projets déployés à plus grande envergure démontre la forte adaptabilité aux réalités locales et régionales du milieu agricole.





4. Le financement des services

Les organismes de travail de rang comptent sur un vaste réseau de partenaires financiers : Fédérations de l'UPA, syndicats locaux, syndicats spécialisés, municipalités, MRC, fondations, Tables régionales des préfets régionales, entreprises privées, donateurs privés. Ils bénéficient également de différentes subventions du CISSS pour des projets. Ces collaborations sont solides, essentielles et témoignent de la confiance du milieu envers notre travail.

Cependant, malgré la qualité et la diversité de ces partenariats, ils ne peuvent se substituer à un financement gouvernemental récurrent de base pour nos missions. Les contributions ponctuelles, les commandites ou les projets financés à court terme ne suffisent pas à garantir la stabilité, la rétention du personnel ni la continuité des services. Le travail de rang nécessite un financement structurant, à la mission, pour chaque région du Québec.

Parmi nos partenaires, la Fédération de la relève agricole du Québec (FRAQ) demande depuis 2018 que le gouvernement soutienne des services spécialisés en santé mentale pour les agriculteurs et agricultrices⁴. « Dans un contexte où les pressions économiques et sociales envers les agriculteurs sont de plus en plus fortes, il est impératif pour ceux-ci que soient soutenus les organismes spécialisés en santé mentale. La relève demande que l'ensemble des gouvernements continuent d'accroître leur soutien financier envers ces organismes. »

En somme, nos partenaires nous appuient et renforcent notre portée. Mais seul un engagement financier durable de la part du gouvernement peut assurer la pérennité du modèle québécois de travail de rang et répondre adéquatement aux besoins croissants des familles agricoles.



⁴ Page 57 : <https://fraq.quebec/wp-content/uploads/2024/09/plateforme-de-revendications-24-25.pdf>



5. Recommandations – Revendications structurantes

Nos recommandations aux différents ministères, élus et alliés

Afin d'assurer la continuité, l'efficacité et la qualité du travail de rang au Québec, nous formulons les recommandations suivantes. Elles visent à garantir que les familles agricoles reçoivent un soutien professionnel, adapté, enraciné dans leur réalité et reconnu à sa juste valeur.

1. Reconnaître officiellement les besoins des familles agricoles et le rôle essentiel du travail de rang.

Le travail de rang répond directement aux besoins particuliers relevés dans de nombreuses études québécoises, canadiennes et internationales sur la détresse psychologique des agriculteurs, il faut donc le soutenir et le préserver.

Nous demandons un engagement clair à mieux connaître, reconnaître et défendre le travail de rang, un modèle unique au Canada, adapté aux réalités humaines, familiales et psychosociales vécues en agriculture.

Nous invitons également le gouvernement du Québec à nous rencontrer afin de mieux saisir nos réalités, enjeux, revendications et pistes de solutions apportées par le milieu. Pour se faire, il pourrait, participer de façon ponctuelle aux rencontres de la table de concertation provinciale, y participer activement par un membre de son organisation qui y serait délégué afin d'en suivre les travaux ou venir à notre rencontre une première fois pour un état de situation.

2. Reconnaître les particularités territoriales et le rôle structurant des organismes régionaux.

Les services de travail de rang ont été fondés par les communautés agricoles elles-mêmes et leurs partenaires, en réponse à des besoins concrets et différents d'une région à l'autre. Tous les organismes sont des organismes communautaires ce qui constitue un avantage stratégique : il nous permet une grande adaptabilité selon les besoins du milieu, une réponse souple et rapide aux demandes d'aide et un enracinement direct dans les réalités agricoles.

Nous ne dédoublons pas les services par rapport à ceux déjà existant du réseau de la santé ou d'autres organismes existants : nous les avons développés. Dans chacune des régions du Québec, nous avons été précurseurs dans la réponse aux besoins psychosociaux de nos familles agricoles.



Au Canada, le Québec est considéré comme un modèle innovant en matière de soutien psychosocial agricole. Ce genre de service n'existe nulle part ailleurs, en date de 2025. Alors que d'autres initiatives commencent à germer, telles que la nouvelle ligne téléphonique de crise au niveau fédéral, rappelons que les travailleuses de rang sont déjà présentes, reconnues et intégrées dans leur communauté. Il est important de consolider les services déjà existants au Québec plutôt que de les dédoubler, à l'exemple de la réaction du MSSS lors de l'introduction du numéro 988 de la ligne d'urgence canadienne en prévention du suicide; ce numéro n'a pas remplacé le service bien établi d'intervention téléphonique de prévention du suicide québécois du 1-866-APPELLE.

Nos intervenants ont créé un lien de confiance unique et essentiel qui ne peut être substitué. L'expertise développée par nos équipes, jumelée à leur connaissance approfondie du milieu, constitue un actif précieux pour le Québec.

Nous demandons de soutenir le modèle québécois et communautaire en travail de rang et de le prendre en considération lors de nouvelles et prochaines initiatives pancanadiennes ou québécoises en santé mentale agricole.

Nous demandons de reconnaître l'unicité de chaque région du Québec et les quatre services de travail de rang qui sont offerts par des organismes à but non lucratif afin d'assurer leur pérennité.

3. Assurer un financement récurrent à la mission et à la hauteur des besoins.

Actuellement, le coût moyen d'un poste de travailleuse de rang est d'environ **90 000 \$ par année**; incluant salaire, déplacements, soutien clinique, développement des compétences et gestion administrative.

Pour répondre aux réels besoins de chacune des communautés agricoles du Québec, observés sur le terrain et selon les réalités territoriales, nous avons besoin de **36 travailleuses de rang⁵** et d'un **financement de 3,24 millions de dollars par année**.

Pour assurer une couverture minimale dans toutes les régions administratives du Québec avec nos 23 travailleuses de rang⁵, un **investissement immédiat d'environ 2,07 millions de dollars par année** est impératif.

⁵ Vous pouvez consulter un tableau détaillé en annexe pour vous informer sur les détails de chaque région.



Finally, it is important to remind that the cost of a psychosocial community service is a strategic investment and less costly by comparison to a service that would be provided by the public network. Without counting that our interventions are faster, more accessible, better adapted and avoid numerous crisis situations that are costly. In fact, the data drawn from several reviews of literature in Quebec demonstrate that increasing by 1 \$ the financing of community organizations allows, on average, to reduce health expenditures in Quebec by about 12,00 \$⁶.

We demand a stable, multi-year and lasting financial commitment for our missions, and this, from 2026.

En résumé : un engagement clair et durable

Our expectations go beyond the simple demand for financing.

We demand full and complete recognition of the work of rank and its vital importance for health, resilience and the vitality of farming families in Quebec.

A political commitment will ensure the sustainability of a unique, rooted and professional model, which supports those and those who feed Quebec.

⁶ Source : Diminution des coûts de santé : le rôle des organismes communautaires – Institut de recherche et d'informations socioéconomiques



Conclusion

Les six organismes à but non lucratif accomplissent un travail d'intervention, de prévention et de soutien absolument essentiel pour les familles agricoles du Québec. À travers une présence terrain constante, des campagnes de sensibilisation innovantes, des centaines d'activités communautaires, une visibilité médiatique croissante et des partenariats solides avec tout le milieu agricole, nous rejoignons chaque année des milliers de producteurs, productrices et membres de leur famille.

Notre proactivité nous permet de soutenir des centaines de personnes chaque année, de briser l'isolement, de prévenir les crises, de normaliser les enjeux de santé psychologique, de renforcer la communication familiale et d'offrir une réponse humaine à des réalités agricoles de plus en plus exigeantes. Malgré les distances, les défis économiques et l'augmentation marquée des demandes d'aide, nos équipes sont présentes partout : dans les fermes, dans les événements agricoles, dans les médias et au sein de la communauté.

Mais ces actions adaptées et cette expertise unique repose sur des bases fragiles.

Nos organismes portent un mandat social majeur, mais travaillent trop souvent avec un financement incertain, non récurrent et insuffisant, incapable de répondre durablement à l'ampleur des besoins.

Pour maintenir ces services essentiels et pour éviter des ruptures de service dans plusieurs régions déjà à risque, il est impératif que les organismes obtiennent :

- Un financement récurrent à la mission et à la hauteur des besoins
- Une reconnaissance des particularités territoriales et du rôle structurant des organismes régionaux
- Une reconnaissance officielle des besoins des familles agricoles et du rôle essentiel du travail de rang

Nos communautés rurales, nos entreprises agricoles et les familles qui les portent ont besoin d'un réseau de soutien psychosocial fort.

Nous avons démontré notre capacité, notre efficacité, notre expertise et notre impact.

Il est maintenant temps de sécuriser les ressources qui soutiennent ceux qui nourrissent le Québec.



Annexe - Besoins en matière de travailleuses de rang (TR)

Régions administratives	Nombre de TR actuellement	Nombre de TR dont on a besoin	Organismes responsables
01 – Bas-Saint-Laurent	2	3	ACFA
02 – Saguenay–Lac-Saint-Jean	1	2	ACFA
03 – Capitale-Nationale	0.5	1	ACFA
04 – Mauricie	1	2	ACFA
05 – Estrie	1.5	2	ACFA
06 – Montréal	0* les demandes sont répondues par un TR d'ÉA	0.5	Écoute Agricole
07 – Outaouais	2	3	Écoute Agricole
08 – Abitibi-Témiscamingue	4	6	Centres de prévention du suicide (CPS) du Témiscamingue, CPS d'Amos et CPS d'Abitibi-Ouest
09 – Côte-Nord	0.5	1	ACFA
10 – Nord-du-Québec	Les régions les plus au nord, telles que l'Abitibi-Témiscamingue et le Saguenay peuvent être amené à répondre au besoin des quelques fermes de cette région.		
11 – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	2	ACFA
12- Chaudière-Appalaches	3	3	ACFA
13 – Laval	0* les demandes sont répondues par un TR d'ÉA	0.5	Écoute Agricole
14 - Lanaudière	1* à temps partiel	2	Fédération de l'UPA de Lanaudière
15 – Laurentides	2	2	Écoute Agricole
16 – Montérégie	2,5	4	ACFA
17 – Centre-du-Québec	1	2	ACFA